Études internationales

Herring Jr., George C., *Aid to Russia 1941-1946 : Strategy, Diplomacy, The Origins of the Cold War*, New York et Londres, Columbia University Press, 1973, xxi + 365 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 6, numéro 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700588ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700588ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Kirschbaum, S. (1975). Compte rendu de [Herring Jr., George C., *Aid to Russia 1941-1946 : Strategy, Diplomacy, The Origins of the Cold War*, New York et Londres, Columbia University Press, 1973, xxi + 365 p.] *Études internationales*, 6(3), 402–403. <https://doi.org/10.7202/700588ar>

avec soin les pouvoirs décisionnels qui peuvent affecter de façon critique les pays hôtes. Comme Rostein le dit : « La portion de l'iceberg sous la surface est précisément ce pouvoir de décision que les multinationales peuvent exercer sur le personnel de gestion et sur les technocrates des pays à la fois lorsque des objectifs normaux sont en jeu ou lors des crises nationales. Pour ceux que concerne l'indépendance nationale, cette facilité d'opter lors des prises de décision hors des frontières des pays hôtes est la question primordiale. » (p. 187) Il est alors logique que les auteurs de ce volume offrent des suggestions variées quant aux structures et aux techniques de régulation de façon à protéger le pays hôte tout en le faisant bénéficier des avantages apportés par ces multinationales.

Quoique le volume apporte peu relativement à l'influence que les États-Unis peuvent ainsi avoir sur le Canada et les pays d'Europe par l'entremise des entreprises multinationales, il est probablement le plus à point et le plus fouillé dans tout ce qu'on écrit de plus en plus présentement sur les corporations multinationales.

L. P. SINGH

*Département de science politique,
Sir George Williams University*

HERRING Jr., George C., *Aid to Russia 1941-1946 : Strategy, Diplomacy, The Origins of the Cold War*, New York et Londres, Columbia University Press, 1973, xxi + 365p.

L'ouvrage de George Herring sur l'aide américaine à l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre est une bonne addition à la longue liste de livres sur les origines de la guerre froide dont cet ouvrage en fait partiellement l'examen. Aussi le respect méticuleux du sujet et le souci de ne pas

expliquer unicausalement la guerre froide comme l'ont fait les historiens révisionnistes Apeltowitz, Kolko, Williams et autres dans leurs travaux, donnent à cette étude un fond d'objectivité qui manque dans beaucoup d'ouvrages récents. L'auteur s'acquitte ainsi avec succès d'une tâche plutôt difficile.

L'aide américaine à l'URSS a sans aucun doute permis à cette dernière de tenir le coup pendant les moments les plus sombres de la guerre. Le récit de Herring témoigne non seulement du fait que Roosevelt avait compris le besoin d'aider l'URSS pour maintenir la Grande Alliance contre l'Allemagne, besoin que les États-Unis devaient satisfaire tant pour leur sécurité que pour les fins des opérations militaires, mais aussi que cette aide pouvait éventuellement servir pour réaliser les objectifs de la politique américaine après la guerre. Du vivant de Roosevelt, ce second aspect était toujours subordonné au premier, et ce n'est qu'avec Truman que le second se manifesta ouvertement. Or, c'est aussi à ce moment que l'attitude envers l'URSS était en train de changer. Les prodromes du changement était déjà visibles sur cette question, pendant la guerre, n'était-ce que d'une façon indirecte.

Ce qui frappe le lecteur dans le récit de Herring c'est l'attitude de l'URSS envers les États-Unis sur cette question d'aide. Il ne s'agit pas seulement de leur obstructionnisme bureaucratique, de leur méfiance, voire de leur arrogance lorsque leurs demandes n'étaient pas entièrement satisfaites (Herring montre à maintes reprises pourquoi elles ne pouvaient l'être pour des raisons qui étaient purement techniques) ; les Soviétiques transféraient ni plus ni moins toute la responsabilité du processus d'aide sur les Américains alors qu'ils refusaient l'accès sur le front russe aux officiers américains afin que ceux-ci puissent juger des besoins et des priorités et minimisaient le besoin d'une collaboration étroite. Herring n'accuse pas les Soviétiques d'avoir exploité les Américains ;

plutôt, c'est la carence dans l'attitude qui est révélée, carence d'autant plus remarquable que les Soviétiques s'attendaient à ce que les Américains transforment le *lend-lease* après la guerre en régime d'aide économique pour la reconstruction de l'URSS. En d'autres termes, il n'était pas question d'un *quid pro quo* véritable et les Soviétiques étaient offensés si les Américains ne satisfaisaient pas à tous leurs besoins. Ainsi, lorsque les Américains réclamèrent leur contrepartie dans les solutions de l'après-guerre (notamment la tenue d'élections libres en Europe centrale), les Soviétiques les ignorèrent.

Il est indiscutable qu'il y eut un durcissement à l'égard de l'URSS sous Truman. Or l'origine de cette politique se trouve dans l'attitude de l'URSS sur cette question. Deux groupes s'étaient formés autour du président Roosevelt : ceux qui avaient été en poste à Moscou, notamment les ambassadeurs Bullit, Steinhardt, Standley, Harri-man et le général Deane, et qui favorisaient, en vertu de leur expérience avec le *lend-lease*, une « ligne dure » envers les Soviétiques ; les autres, parmi lesquels on retrouve Joseph Davies, le général Burns et Harry Hopkins, qui, tout en reconnaissant certaines incompatibilités entre l'URSS et les États-Unis, prônaient une politique généreuse envers les Soviétiques dont le but était de gagner leur confiance afin de s'assurer leur collaboration après la guerre. Dans la question du *lend-lease*, ce dernier groupe l'emporte ; mais dans les derniers mois de la guerre, le premier groupe sortit vainqueur, d'autant plus que le Congrès et le peuple américain ne manifestaient pas des humeurs favorables à une aide économique indéfinie, surtout une fois la guerre finie. De plus, le comportement des Soviétiques en Europe de l'Est, particulièrement en Pologne, attisa la méfiance des Américains. On connaît la suite.

L'auteur arrive à deux conclusions : d'une part, la politique de Roosevelt était juste sur la question du *lend-lease* pendant

la guerre. C'était le seul moyen de maintenir la Grande Alliance. D'autre part, le groupe des « durs » avait raison lorsqu'ils argumentaient que les Soviétiques ne se sentiraient pas redevables aux États-Unis pour leur aide économique pendant la guerre. Herring ajoute toutefois que les Américains commirent deux erreurs qui contribuèrent au déclenchement de la guerre froide : d'une part, le fait que Roosevelt n'ait jamais rendu clair aux Soviétiques que le *lend-lease* n'était valable que pour la durée de la guerre et, d'autre part, la décision soudaine de Truman d'y mettre fin sans avoir convenablement prévenu les Soviétiques. La méfiance de ces derniers envers Washington s'accrut en conséquence car ils interprétaient la fin du *lend-lease* comme de la coercition économique et l'incident du mémorandum soviétique d'août 1945 où Moscou demandait un milliard de dollars d'aide économique après la guerre (le mémorandum fut égaré au Département d'État pendant six mois) durcit leur position davantage. Herring accepte le fait qu'il est impossible de prouver que les Soviétiques eussent changé leur politique en Europe de l'Est si les Américains n'avaient pas commis ces erreurs ; peut-être la guerre froide eut été moins intense ?

Par le *lend-lease* les États-Unis ont montré qu'ils étaient capables de poursuivre une diplomatie intelligente et à la mesure de leurs intérêts. L'ouvrage de Herring en est un bon témoignage.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique,
Collège Glendon, York University*

KAUSHIK, Devendra, *The Indian Ocean. Towards a Peace Zone*, Vikas Publications, Delhi-London, 1972, 225p. + bibl. and index.

L'océan Indien connaît un renouveau d'intérêt à l'heure où les Grandes Puissances